

F. LAANAN,
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector
M. TARABELLA,
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie
C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 376-1
Zitting 2007-2008
Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 376-2
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15477]

1^{er} FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons, ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1997

CHAPITRE I^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1997, s'élèvent à 949.300.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 552.596.851 francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 396.703.149 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 7.287.889.201 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 1997 étant de -636.374.540 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1997 à 6.651.514.661 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

Article 5

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 6.049.531.958 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1997 à 601.982.703 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II**Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget****§ 1^{er} Fixation des recettes****Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1997 à la somme de 233.026.683.560 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	220.822.947.542
- recettes fiscales et générales en capital :	2.976.538.630
- produits d'emprunt	9.227.197.388

Article 8

Les recettes budgétaires de l'année 1997 s'élèvent à 233.026.683.560 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	220.822.947.542
- recettes fiscales et générales en capital :	2.976.538.630
- produits d'emprunt :	9.227.197.388

Article 9

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 1998 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1997 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	1.017.100.000
Crédits non dissociés	233.947.400.000

Article 11

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de -791.000.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	-12.200.000
Crédits non dissociés	-778.800.000

Article 12

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 3.657.878.450 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	3.657.878.450

Article 13

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1997 s'élève à 237.831.378.450 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	1.004.900.000
Crédits non dissociés	236.826.478.450

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1997 se montent à 230.749.713.275 francs (annexe tableau III, colonnes 5, 6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	0	481.959.354	481.959.354
Crédits non dissociés	1.605.840.430	228.661.913.491	230.267.753.921
total	1.605.840.430	229.143.872.845	230.749.713.275

Article 15

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 230.749.713.275 francs dont :

Crédits d'ordonnement	481.959.354
Crédits non dissociés (annexe tableau III, colonne 8)	230.267.753.921

Article 16

Il ressort de la comparaison des articles 14 et 15 qu'il ne reste aucune dépense à régulariser en vertu de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1997 de 7.081.665.175 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	522.940.646
Crédits non dissociés	6.558.724.529

Article 18

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1997 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 14.345.201 francs dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	14.345.201

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau VI de l'annexe.

Article 19

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1997 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	522.940.646	1.572.977.980	2.095.918.626
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	5.000.091.750	5.000.091.750

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1997**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1997 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 233.026.683.560 francs

Les dépenses s'élèvent à 230.749.713.275 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 2.276.970.285 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1996 s'élevait à -11.949.467.456 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1997 s'élève à -9.672.497.171 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1997 à 7.287.889.201 francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	7.258.167.522
Recettes en capital	29.721.679

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 7.287.889.201 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1997 étant de -581.221.854 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 6.706.667.347 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 a autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 5.893.903.919 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

Article 24

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à 1.393.985.282 francs

Article 25

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1997 à 812.763.428 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV**Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget****Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 1997 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	2.373.500.000
- Dépenses	2.575.000.000
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

Article 27

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1997 s'élevait à 2.048.579.423 francs (annexe tableau V colonne 7).

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 2.373.868.745 francs. (annexe tableau V colonne 3)

Par suite des deux alinéas précédents, le total disponible pour les dépenses de l'année 1997 est de 4.422.448.168 francs.

Article 28

Les dépenses imputées s'élèvent à 2.443.309.530 francs (annexe tableau V, colonne 4).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau V, colonne 5).

Article 29

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -69.440.785 francs (annexe tableau V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1997, tel que déterminé à l'article 27 alinéa 3, et des dépenses reprises à l'article 28, le solde disponible au 31 décembre 1997 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 1.979.138.638 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante en tenant compte toutefois des dispositions contenues dans l'article 5 § 3 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française tel que remplacé par le décret du 4 février 1997, dans l'article 7 § 3 du même décret du 5 février 1990 tel que remplacé par le même décret du 4 février 1997 et de la date d'entrée en vigueur des arrêtés du gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997 relatifs à la gestion budgétaire, financière et comptable du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française et du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné. .

CHAPITRE V
Résultat global**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1997 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 2.276.970.285
Crédits variables : 1.393.985.282
Section particulière : -69.440.785
Total : 3.601.514.782

**DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE****CHAPITRE I****Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée
du ministère de la Communauté française****§ 1^{er} fixation des recettes****Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 5.863.500.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 1997 s'élèvent à 9.093.051.636 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 ^{er} janvier	2.025.363.608
Recettes de l'année	7.067.688.028
(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)	

Le montant de 9.093.051.636 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 1997.

§ 2 . fixation des dépenses**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 5.988.400.000 francs (annexe tableau VII colonne 2).

Les dépenses sont fixées à la somme de 6.573.707.120 francs (annexe tableau VII colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire

Article 33

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget. Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 493.980.908 francs. Le disponible au 31 décembre 1997 est fixé au montant de 2.519.344.516 francs. Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

CHAPITRE I
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

Article 34

Référence budgétaire : décret du 25 juillet 1996 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 article 25

155e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales est établi comme suit : pour l'année 1997

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	966.768.000
recettes imputées	937.493.235
différence	29.274.765
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.371.351.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.371.351.000
dépenses imputées	1.278.365.522
excédent de crédits à annuler	92.985.478
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1997 se résume comme suit	
recettes	937.493.235
dépenses	1.278.365.522
excédent de dépenses	-340.872.287

CHAPITRE II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

Article 35

Référence budgétaire : décret du 25 juillet 1996 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1997 article 26 155e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1997 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	138.020.000
recettes imputées	138.054.320
différence	34.320
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	154.997.536
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	154.997.536
dépenses imputées	133.649.411
excédent de crédits à annuler	21.348.125

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1997	
se résume comme suit	
recettes	138.054.320
dépenses	133.649.411
excédent de recettes	4.404.909

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret , n° 377-1.

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 377-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

**tableaux ANNEXE AU DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE LA
COMMUNAUTE FRANCAISE POUR L'ANNEE 1997**

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. RECETTES**
- III. DEPENSES**
- IV. CREDITS VARIABLES**
- V. SECTION PARTICULIERE**
- VI. DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- VII. SERVICES A GESTION SEPARÉE**

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES			
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements		Crédits à annuler (8)
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)	
II. OPERATIONS DE CAPITAL								
Tableau I - Dotation	-	-	-	-	-	-	-	-
Tableau II - M.C.A.S.	549.300.000	-	549.300.000	532.704.129	-	16.595.871	-	16.595.871
Tableau III - M.E.R.F.	400.000.000	-	400.000.000	19.892.722	-	380.107.278	-	380.107.278
Tableau IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Tableau V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GENERAL	949.300.000	-	949.300.000	552.596.851	-	396.703.149	-	396.703.149

tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS		
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)	
Recettes courantes									
Recettes fiscales	9.150.800.000	9.049.559.408	9.049.559.408	0	0	0	101.240.592	0	
Recettes générales	211.914.400.000	211.773.388.134	211.773.388.134	0	0	0	328.055.345	187.043.479	
Recettes affectées	6.213.200.000	7.258.167.522	7.258.167.522	0	0	0	259.472.293	1.304.439.815	
Total recettes courantes	227.278.400.000	228.081.115.064	228.081.115.064	0	0	0	688.768.230	1.491.483.294	
Recettes en capital									
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	
Recettes générales	2.981.300.000	2.976.538.630	2.976.538.630	0	0	0	4.761.370	0	
Recettes affectées	28.700.000	29.721.679	29.721.679	0	0	0	1.154.700	2.176.379	
Total recettes en capital	3.010.000.000	3.006.260.309	3.006.260.309	0	0	0	5.916.070	2.176.379	
Produit d'emprunts	10.127.000.000	9.227.197.388	9.227.197.388	0	0	0	899.802.612	0	
TOTAL GENERAL	240.415.400.000	240.314.572.761	240.314.572.761	0	0	0	1.594.486.912	1.493.659.673	

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surséance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations	
						-	+
PARTIE I - Recettes courantes							
Titre I - Recettes fiscales et de droits particuliers							
Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers							
36.01 Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution	-	-	-	-	-	-	-
36.02 Impôt des Communautés : produit net attribué à la Communauté française de la redevance radio et télévision	9.150.800.000	9.049.559.408	9.049.559.408	-	-	101.240.592	-
Total secteur I	9.150.800.000	9.049.559.408	9.049.559.408	-	-	101.240.592	-
Secteur II - Recettes générales							
08.01 Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.C) MCAS	-	-	-	-	-	-	-
08.02 Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.C) MERF	800.000	-	-	-	-	800.000	-
08.03 Versements correspondant aux moyens non utilisés du budget de l'année 1994	1.565.100.000	1.563.202.641	1.563.202.641	-	-	1.897.359	-
11.01 Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	890.000.000	719.040.412	719.040.412	-	-	170.959.588	-
11.02 Remboursement des rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	350.000.000	501.657.481	501.657.481	-	-	-	151.657.481
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	80.000.000	88.972.583	88.972.583	-	-	-	8.972.583
16.01 Produits divers	500.000.000	400.906.520	400.906.520	-	-	99.093.480	-
16.02 Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	12.002.800	12.002.800	-	-	-	12.002.800
16.03 Droits d'inscription à l'enseignement à distance	10.000.000	7.033.078	7.033.078	-	-	2.966.922	-
16.04 Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	140.000.000	120.000.000	120.000.000	-	-	20.000.000	-
16.05 Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	5.000.000	-	-	-	-	5.000.000	-
16.07 Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-	-
16.21 Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	5.000.000	9.116.622	9.116.622	-	-	-	4.116.622
16.22 Droits d'homologation des certificats et diplômes	70.000.000	75.476.250	75.476.250	-	-	-	5.476.250
29.01 Intérêts de placements	250.000.000	222.662.004	222.662.004	-	-	27.337.996	-
46.01 Partis attribués du produit de l'I.P.P.	52.691.200.000	52.691.200.000	52.691.200.000	-	-	-	-
46.02 Partis attribués du produit de la T.V.A.	153.367.200.000	153.367.200.000	153.367.200.000	-	-	-	-
46.03 Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65.100.000	65.100.000	65.100.000	-	-	-	-
46.05 Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.467.400.000	1.467.400.000	1.467.400.000	-	-	-	-
46.06 Correction définitive dotations Région wallonne-coop	-	-	-	-	-	-	-
46.07 Correction définitive cotisation de responsabilisation	97.600.000	102.417.743	102.417.743	-	-	-	4.817.743
Total secteur II	211.914.400.000	211.773.388.134	211.773.388.134	-	-	328.035.345	187.043.479
Secteur III - Recettes affectées							
MCAS							

39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit.	286.600.000	3.700.595.998	3.700.595.998	-	-	713.595.998
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - matières culturelles	600.000.000					
39.04	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - COCOF	450.000.000					
39.05	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Région wallonne	1.550.000.000					
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Enseignement à horaire réduit	135.300.000	168.221.135	168.221.135	-	-	32.521.135
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - enseignement de promotion sociale	267.500.000	246.300.000	246.300.000	-	-	-
40.01	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental par le Forem et l'Orbem	718.900.000	901.761.995	901.761.995	-	-	182.861.995
40.02	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement spécial par le Forem et l'Orbem	73.300.000	92.247.690	92.247.690	-	-	18.947.690
40.03	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement de promotion sociale par le Forem et l'Orbem	40.900.000	25.315.438	25.315.438	-	-	-
40.04	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement secondaire par le Forem et l'Orbem	280.900.000	360.344.616	360.344.616	-	-	79.444.616
40.05	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement supérieur non universitaire par le Forem et l'Orbem	69.400.000	75.026.274	75.026.274	-	-	5.626.274
40.06	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs par le Forem et l'Orbem	25.000.000	-	-	-	-	-
	Total secteur III	6.213.200.000	7.238.167.522	7.238.167.522	-	-	1.304.435.815
	Total recettes courantes	227.278.400.000	228.081.115.064	228.081.115.064	-	-	1.491.483.294
	Titre II - Recettes en capital						
	Secteur II - Recettes générales						
76.01	Produit de la vente d'immeubles	2.973.000.000	2.973.000.000	2.973.000.000	-	-	-
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	-	-	-	-	-
76.03	Recettes diverses	8.300.000	3.538.630	3.538.630	-	-	4.761.370
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire)	-	-	-	-	-	-
	Total secteur II	2.981.300.000	2.976.538.630	2.976.538.630	-	-	4.761.370
	Secteur III - Recettes affectées						
	MCAS						
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	5.600.000	7.157.722	7.157.722	-	-	1.557.722
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires	600.000	450.000	450.000	-	-	150.000
	MERF						
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou avants-droits	2.500.000	1.495.300	1.495.300	-	-	-
87.02	Remboursements de prêts accordés à des étudiants	20.000.000	20.618.657	20.618.657	-	-	618.657
	Total secteur III	28.100.000	29.721.679	29.721.679	-	-	2.176.379
	Total recettes en capital	3.010.000.000	3.006.260.309	3.006.260.309	-	-	2.176.379
	TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL	230.288.400.000	231.087.375.373	231.087.375.373	-	-	1.493.659.673
	Titre III - Produits d'emprunts						
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	6.627.000.000	6.627.000.000	6.627.000.000	-	-	-
96.02	Produits des emprunts correspondant aux amortissements 1996 de la dette directe et indirecte	3.500.000.000	2.600.197.388	2.600.197.388	-	-	899.802.612
	TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT	10.127.000.000	9.227.197.388	9.227.197.388	-	-	899.802.612
	TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	240.415.400.000	240.314.572.761	240.314.572.761	-	-	1.493.659.673

Tableau III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES					REGLEMENT DES CREDITS			
	Crédits initiaux (1)	Ajustements nets (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Prévisions des mandats antérieurs (5)	Opérations imputées		Dépenses totales (7)	Paiements effectués au régulier (8)	Paiements restant à régulariser (9)	Crédits compensés (10)	Crédits reportés à l'exercice budgétaire 1998 (11)	Crédits non utilisés au 31/12/1998 (12)
						Prévisions de l'exercice (6)	Paiements (7)						
I Culture et Affaires sociales													
a) crédits non dissociés	26.760.000,000	141.900,000	1.421.351,136	30.222.651,136	1.284.179,903	271.172.144,017	28.376.723,929	28.376.723,929	0	0	14.345,301	1.745.111,097	214.960,740
b) crédits dissociés	617.100,000	-12.200,000	-	604.900,000	-	481.939,354	481.939,354	481.939,354	0	0	0	-	122.940,646
II Education et Recherche													
a) crédits non dissociés	178.341.700,000	-56.000,000	1.875.993,795	180.105.293,795	395.159,952	176.347.811,481	176.742.771,443	176.742.771,443	0	0	0	2.314.938,086	1.007.584,310
b) crédits dissociés	400.000,000	-	-	400.000,000	-	0	0	0	0	0	0	-	400.000,000
III Dette publique													
a) crédits non dissociés	9.184.700,000	-905.000,000	316.933,499	8.596.633,499	6.500,575	7.346.039,078	7.352.539,653	7.352.539,653	0	0	0	933.640,922	310.422,924
IV Locations à la RW et à la COCOF													
a) crédits non dissociés	17.761.000,000	40.900,000	-	17.801.900,000	0	17.795.698,805	17.795.698,805	17.795.698,805	0	0	0	6.201,095	0
Totaux													
a) crédits non dissociés	233.947.400,000	-78.800,000	3.657.878,450	236.636.478,450	1.605.840,430	228.661.913,491	230.267.753,021	230.267.753,021	0	0	14.345,301	5.000.091,750	1.972.977,980
b) crédits dissociés	1.017.100,000	-12.200,000	-	1.004.900,000	0	481.939,354	481.939,354	481.939,354	0	0	0	-	522.940,646
Total général	234.964.500,000	-91.000,000	3.657.878,450	237.831.378,450	1.605.840,430	229.143.852,845	230.749.713,275	230.749.713,275	0	0	14.345,301	5.000.091,750	2.095.518,626

(1) - chiffre par le décompte des dépenses - chiffre total des crédits

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1997 (5)
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)	
II Culture et Affaires sociales	-423.617.547	1.517.288.873	1.093.671.326	-461.717.732
III Education et recherche	-212.756.993	5.770.600.328	5.557.843.335	1.063.700.435
TOTAL	-636.374.540	7.287.889.201	6.651.514.661	601.982.703

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1997
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible	
II Culture et Affaires sociales	-410.864.861	1.517.288.873	1.106.424.012	-295.692.884
III Education et recherche	-170.356.993	5.770.600.328	5.600.243.335	1.108.456.312
TOTAL	-581.221.854	7.287.889.201	6.706.667.347	812.763.428

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1997 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1997 (7)	Au 31.12.1997 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Culture et Affaires sociales	0	0	0	0	0	0	3.770.742	3.770.742	3.770.742
Education, Recherche et Formation	2.373.500.000	2.575.000.000	2.373.868.745	2.443.309.530	0	-69.440.785	2.044.808.681	1.975.367.896	1.975.367.896
TOTAUX	2.373.500.000	2.575.000.000	2.373.868.745	2.443.309.530	0	-69.440.785	2.048.579.423	1.979.138.638	1.979.138.638

tableau VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
TABLEAU I - Budget du ministère de la Culture et des Affaires sociales	
DO 31 - AFFAIRES GENERALES - SECRETARIAT GENERAL	
Programme 0 - Subsistance	14.345.201
Total	14.345.201
TOTAL GENERAL	14.345.201

tableau VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Soldes cumulés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)	Au 01.01.1997 (6)	Au 31.12.1997 (7)
Culture et Affaires sociales	417.900.000	667.900.000	502.336.568	426.127.117	286.203.725	362.413.176
Education, Recherche et Formation	5.445.600.000	5.320.500.000	6.565.351.460	6.147.580.003	1.739.159.883	2.156.931.340
TOTAUX	5.863.500.000	5.988.400.000	7.067.688.028	6.573.707.120	2.025.363.608	2.519.344.516

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1997

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	27.270.393	<i>Capitaux propres</i>	170.602.351
Cautions et garanties	23.649.043	Résultat reporté	170.602.351
Créances à plus d'un an	3.621.350	<i>Provisions et impôts différés</i>	1.270.000
		Provision syndicale	1.270.000
<i>Actifs circulants</i>	199.313.099	<i>Dettes</i>	101.927.166
Créances à un an au plus	64.124.395	Dettes à un an au plus	78.095.667
Valeurs disponibles	135.188.704	Dettes fiscales, sal. et soc.	14.221.810
		Dettes diverses	9.609.689
<i>Comptes de régularisation</i>	47.448.639	<i>Comptes de régularisation</i>	232.614
TOTAL	274.032.131	TOTAL	274.032.131

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		914.206.158
Autres produits d'exploitation	914.206.158	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		1.273.995.645
Charges d'exploitation	10.753.352	
Services et biens divers	99.942.199	
Rémunérations, charges sociales et pensions	254.840.984	
Autres charges d'exploitation	908.459.110	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		-359.789.487
IV. Produits financiers	16.303.088	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Perte courante avant impôts (-)</i>		-343.486.399
VII. Produits exceptionnels	14.657.550	
VIII. Charges exceptionnelles	4.369.877	
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (-)</i>		-333.198.726
<i>XI. Perte de l'exercice (-)</i>		-333.198.726

XIII. Perte de l'exercice à affecter (-) -333.198.726

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1997

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	903.383	<i>Capitaux propres</i>	23.920.085
Terrains et constructions	0	Bénéfice reporté	19.920.085
Mobiliers et matériel roulant	705.825	Provisions	4.000.000
I.M.O.	197.558		
<i>Actifs circulants</i>	58.143.897	<i>Dettes</i>	1.917.274
Créances à un an au plus	841.608	Dettes à plus d'un an	0
Placements de trésorerie	53.306.204	Dettes à un an au plus	1.917.274
Valeurs disponibles	3.996.085		
<i>Comptes de régularisation</i>	11.860.670	<i>Comptes de régularisation</i>	45.070.591
TOTAL	70.907.950	TOTAL	70.907.950

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		134.288.764
Autres produits d'exploitation	134.288.764	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		133.662.235
Services et biens divers	113.609.059	
Rémunérations, charges sociales et pensions	19.063.911	
Amortissements	989.265	
Réductions de valeurs	0	
Provisions pour risques et charges	0	
<i>III. Résultat d'exploitation</i>		626.529
IV. Produits financiers	3.110.037	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		3.736.566
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		3.736.566
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		3.736.566
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		3.736.566

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15477]

1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE GEDEELTE DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE
VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1997

HOOFDSTUK I

Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1997, bedragen 949.300.000 frank (bijlage tabel I kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen 552.596.851 frank (bijlage tabel I kolom 4)

Artikel 3

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 396.703.149 frank (bijlage tabel I kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geschrapt. (bijlage tabel I kolom 8).

§ 3. Vaststelling van variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1997 bedragen 7.287.889.201 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 2).

Het beginsaldo op 1 januari 1997 bedraagt -636.374.540 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 1) ; het beschikbaar bedrag van vastleggingen ten laste van de variabele kredieten bedraagt voor het jaar 1997 6.651.514.661 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 3).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van vastleggingen ten laste van variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1997 bedragen 6.049.531.958 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 4)

Artikel 6

Als gevolg van de bepalingen vervat in de bovenvermelde artikelen 4 en 5 bedraagt het beschikbaar bedrag van vastleggingen – variabele kredieten aan het einde van het begrotingsjaar 1997 601.982.703 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 5) .

Dit saldo wordt overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

HOOFDSTUK II

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De voor het begrotingsjaar 1997 ten behoeve van de Franse Gemeenschap vastgestelde rechten bedragen de som van 233.026.683.560 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	220.822.947.542
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	2.976.538.630
- opbrengst van leningen	9.227.197.388

Artikel 8

De begrotingsontvangsten van het jaar 1997 bedragen 233.026.683.560 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	220.822.947.542
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	2.976.538.630
- opbrengst van leningen :	9.227.197.388

Artikel 9

De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen 0 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

a. de geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5) (in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van leningen :

b. de naar het begrotingsjaar 1998 overgedragen rechten (bijlage tabel bijlage II kolom 6)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van leningen :

§ 2 Vaststelling van uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1997 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld als volgt :

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten 1.017.100.000

Niet-gesplitste kredieten 233.947.400.000

Artikel 11

Deze uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van -791.000.000 frank, onderverdeeld in (netto-aanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten -12.200.000

Niet-gesplitste kredieten -778.800.000

Artikel 12

De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de overgedragen kredieten van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 3.657.878.450 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten 3.657.878.450

Artikel 13

- Overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 12 die voorafgaan bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1997 237.831.378.450 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten 1.004.900.000

Niet-gesplitste kredieten 236.826.478.450

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De ten laste van het begrotingsjaar 1997 aangerekende uitgaven bedragen 230.749.713.275 frank (bijlage tabel III, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld als volgt :

	Prestaties van vorige jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	0	481.959.354	481.959.354
Niet-gesplitste kredieten	1.605.840.430	228.661.913.491	230.267.753.921
totaal	1.605.840.430	229.143.872.845	230.749.713.275

Artikel 15

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 230.749.713.275 frank onderverdeeld in :

Ordonnanceringskredieten 481.959.354

Niet-gesplitste kredieten 230.267.753.921

(bijlage tabel III, kolom 8)

Artikel 16

Uit de vergelijking van de artikelen 14 en 15 blijkt dat geen enkele uitgave geregulariseerd moet worden overeenkomstig artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1997 van 7.081.665.175 frank, onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten 522.940.646

Niet-gesplitste kredieten 6.558.724.529

Artikel 18

Om de uitgaven het begrotingsjaar 1997 boven of buiten de kredieten te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend ten bedrage van 14.345.201 frank, onderverdeeld in :

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	14.345.201

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in tabel VI van de bijlage.

Artikel 19

Als gevolg van de bepalingen vervat in de artikelen 17 en 18 omvat het bedrag van de kredieten die beschikbaar zijn op 31 december 1997 :

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	522.940.646	1.572.977.980	2.095.918.626
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	5.000.091.750	5.000.091.750

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1997**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1997 wordt voorgesteld als volgt :

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening, bedragen 233.026.683.560 frank

De uitgaven bedragen 230.749.713.275 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie,

Overtreffende de ontvangsten de uitgaven met 2.276.970.285 frank

En daar het saldo aan het einde van het begrotingsjaar 1996 bedroeg -11.949.467.456 frank, het saldo aan het einde van het begrotingsjaar 1997 bedraagt -9.672.497.171 frank.

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De desbetreffende voor het begrotingsjaar 1997 vastgestelde rechten bedragen 7.287.889.201 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waaronder

Lopende ontvangsten	7.258.167.522
Kapitaalontvangsten	29.721.679

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De variabele ordonnanceringskredieten geopend en aangewend voor ordonnanceringen van het begrotingsjaar 1997 bedragen 7.287.889.201 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 2)

Het beginsaldo op 1 januari 1997 bedraagt -581.221.854 frank; het beschikbaar bedrag van ordonnanciering ten laste van de variabele kredieten, bedraagt 6.706.667.347 frank (bijlage tabel IV ordonnanciering kolom 3).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringen die ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1997 aangerekend worden, bedragen 5.893.903.919 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 4).

Artikel 24

Als gevolg van de bepalingen vervat in de artikelen 22 eerste lid en 23 bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 1.393.985.282 frank.

Artikel 25

Als gevolg van de bepalingen vervat in de bovenvermelde artikelen 22 tweede lid en 23 bedraagt het beschikbaar bedrag van ordonnanceringen – variabele kredieten aan het einde van het begrotingsjaar 1997 812.763.428 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 5) .

Dit saldo wordt overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1997 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geëvalueerd als volgt :

	(in frank)
- Ontvangsten	2.373.500.000
- Uitgaven	2.575.000.000

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

Artikel 27

Het saldo beschikbaar op 1 januari 1997 bedroeg 2.048.579.423 frank (bijlage tabel V kolom 7).

Het totaal van de ontvangsten geïnd in de loop van het begrotingsjaar bedraagt 2.373.868.745 frank. (bijlage tabel V kolom 3)

Als gevolg van beide vorige leden bedraagt het totaal beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 1997 4.422.448.168 frank.

Artikel 28

De aangerekende uitgaven bedragen 2.443.309.530 frank (bijlage tabel V, kolom 4).

Dit bedrag omvat geen enkele uitgave die nog geregulariseerd moet worden waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 29

Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven bedraagt -69.440.785 frank (bijlage tabel V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1997, zoals bepaald in artikel 27 derde lid, en met de uitgaven vermeld in artikel 28, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1997 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 1.979.138.638 frank (bijlage tabel V kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rekening houdend met de bepalingen vervat in artikel 5 § 3 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zoals vervangen door het decreet van 4 februari 1997, in artikel 7 § 3 van hetzelfde decreet van 5 februari 1990 zoals vervangen door hetzelfde decreet van 4 februari 1997 en met de datum van inwerkingtreding van de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997 betreffende het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Fonds voor schoolgebouwen voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van het Fonds voor schoolgebouwen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs .

HOOFDSTUK V Globaal resultaat

Artikel 30

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet wordt het globaal resultaat van de begroting 1997 voorgesteld als volgt (in frank) :

Begroting sensu stricto : 2.276.970.285

Variabele kredieten : 1.393.985.282

Afzonderlijke sectie : -69.440.785

Totaal : 3.601.514.782

TWEDE GEDEELTE. VERRICHTINGEN GEDAAN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Artikel 31

De ramingen voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 5.863.500.000 frank (bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 1997 bedragen 9.093.051.636 frank.

Ze bestaan uit :

Saldo op 1 januari	2.025.363.608
--------------------	---------------

Ontvangsten van het jaar (bijlage tabel VII kolommen 3 en 6)	7.067.688.028
---	---------------

Het bedrag van 9.093.051.636 frank is het bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het jaar 1997.

§ 2 . Vaststelling van de uitgaven

Artikel 32

De ramingen voor de uitgaven bedragen 5.988.400.000 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven worden vastgesteld op de som van 6.573.707.120 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat

Artikel 33

Als gevolg van de artikelen 31 en 32 wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgesteld op 493.980.908 frank.

Het bedrag dat beschikbaar is op 31 december 1997 wordt vastgesteld op 2.519.344.516 frank.

Het wordt overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

DERDE GEDEELTE. VERRICHTINGEN GEDAAN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN TYPE A

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting

HOOFDSTUK I COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN

Lopend jaar

Artikel 34

Begrotingsverwijzing : decreet van 25 juli 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 artikel 25

155e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen wordt vastgesteld als volgt : voor het jaar 1997

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet	966.768.000
aangerekende ontvangsten	37.493.235
verschil	29.274.765
b) uitgaven	
kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet	1.371.351.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.371.351.000
aangerekende uitgaven	1.278.365.522
kredietoverschot te annuleren	92.985.478
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1997 wordt samengevat als volgt :	
ontvangsten	937.493.235
uitgaven	1.278.365.522
uitgavenoverschot	-340.872.287

HOOFDSTUK II
BUREAU VOOR AIDS-PREVENTIE

Lopend jaar

Artikel 35

Begrotingsverwijzing : decreet van 25 juli 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1997 artikel 26

155e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Bureau voor Aids-preventie voor het jaar 1997

Wordt vastgesteld als volgt :

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet	138.020.000
aangerekende ontvangsten	138.054.320
verschil	34.320
b) uitgaven	
kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet	154.997.536
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	154.997.536
aangerekende uitgaven	133.649.411
kredietoverschot te annuleren	21.348.125
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1997 wordt samengevat als volgt	
ontvangsten	138.054.320
uitgaven	133.649.411
ontvangstenoverschot	4.404.909

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,
Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,
Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale betrekkingen

M. DAERDEN,
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,
Minister van Cultuur en Audiovisuele sector

M. TARABELLA,
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie

C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het *Parlement* – Ontwerp van decreet , nr. 377-1.

Zitting 2007-2008

Stukken van het *Parlement* – Verslag, nr. 377-2;

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – zitting van 22 januari 2008.